



BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement. | Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Sommaire : Prenons garde. — Le devoir des Clubs. — Les candidatures du NATIONAL. — Les candidatures de la Démocratie Pacifique. — XII^e arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Lettres de Salvandy à Louis-Philippe. — Garde mobile. — Révolution européenne. Manifestation des Chartistes. — Faits divers. — Dons patriotiques. — Variétés. La Garde mobile (poésie). — Annonces.

Paris, 12 avril.

Prenons garde!

Le grand jour des élections approche, et c'est par le recueillement et la méditation que nous devons nous y préparer : car, la tâche que nous donne la France n'est pas d'une importance banale.

C'est une tâche grave et solennelle.

Le suffrage universel nous confie à tous le bonheur de la patrie.

Du choix que nous ferons, dépend la consolidation du présent, la préparation de l'avenir.

Des votes éclairés feront sortir de l'urne des hommes purs, intelligents, patriotes, des hommes qui présenteront toutes les garanties désirables.

Au contraire, des votes égarés, par de fausses espérances, par des considérations étroites, par des opinions erronées, emporteraient l'Assemblée nationale d'hommes dangereux, anti-progressifs, viciés par les préjugés du passé, contraires aux améliorations politiques et sociales.

L'union du pays serait détruite.

Par conséquent plus de force.

Or, il faut à la République une force intérieure, que rien ne puisse ébranler.

A une grande nation comme la France, un gouvernement héroïque est nécessaire.

De nous dépend sa puissance future.

Nous pourrions le 25 avril l'asseoir sur des bases solides.

Nous devons le faire.

Le nombre des hommes proposés à nos suffrages est immense : nul d'entre eux ne nous est imposé. Un peuple libre fait ce qu'il veut : mais en même temps il veut toujours ce qu'il doit, parce que, — nous l'avons déjà dit, — le droit implique le devoir.

Seulement ayant grand soin d'exiger de ceux qui se proposent à l'honneur de la députation des garanties sérieuses, inébranlables.

Ne nous laissons pas séduire par les retentissements de l'éloquence, par le fracas des grands mots ; tant de fois déjà nous avons été trompés par de splendides professions de foi qui ne réalisaient jamais leurs promesses. Sous le régime déchu, bon nombre de candidats enivraient leurs électeurs par des espérances mensongères. Ils se faisaient audacieusement les champions intrépides de la liberté.

Or, le lendemain de leur élection qu'arrivait-il ?

Ces hommes qui avaient acheté leurs suffrages par des adulations à la cause libérale, rampaient ensuite aux pieds d'un trône, cajolaient servilement le monarque et ses ministres pour obtenir un titre, un ruban, une place.

On les voyait sans cesse faire volte-face à leurs opinions de la veille.

Prenons garde encore aujourd'hui ! Bien des hommes, vêtus du manteau républicain, cherchent à nous éblouir qui se rallieraient ensuite au parti de la réaction. Une fois nommés au poste qu'ils ambitionnent, ils rejettent leur masque, et la France, honteuse de tels représentants retomberait dans l'abîme dont le peuple l'a tirée le 24 février.

Il est peu de candidats qui offrent plus de certitudes pour l'avenir que ceux qui sortent des classes laborieuses.

Ceux-là n'ont pas été pervertis au contact de la corruption ; ceux-là sont vierges des menées diplomatiques, des intrigues de cabinet : ceux-là sont vraiment dignes de représenter le pays.

Faisons donc tous nos efforts pour qu'ils soient élus en grand nombre.

Certains républicains ne veulent les admettre que dans la proportion d'un dix-huitième. Nous croyons nécessaire qu'ils composent la moitié ou au moins un tiers de l'Assemblée constituante.

C'est par une telle élection que la République sera consolidée, c'est ainsi que le bonheur de la France reposera sur des bases durables.

GEORGES OLIVIER.

Le devoir des clubs.

Le devoir des clubs, aujourd'hui, n'est pas, comme nous l'avons remarqué dans plusieurs, de s'occuper de questions exclusivement politiques, mais bien des candidats proposés à la députation.

Il faut qu'on se pénétre bien de cette idée, que le temps à parcourir jusqu'aux élections est de courte durée, et que nous n'avons pas trop de moments pour nous occuper sérieusement de nos représentants.

Le devoir des clubs est sans contredit, aujourd'hui, de connaître les candidats, de les entendre, de nommer des commissions pour se renseigner sur le mérite de chacun d'eux. Nous ne devons plus nous laisser abuser par de belles paroles, il nous faut des faits.

Que les clubs prennent donc au sérieux leur mission, celle d'instruire, en temps propice, chaque citoyen des devoirs qu'ils ont à remplir ; qu'ils laissent de côté toute question d'intérêt particulier, pour ne s'occuper que de celle qui doit assurer le bonheur et la tranquillité de la nation.

Le devoir des clubs est d'empêcher d'arriver à la députation des hommes qui voudraient entraver la marche que la République se propose de suivre.

Le devoir des clubs est de ne proposer à la candidature que des citoyens dignes, soit par leurs actes passés, soit par leur mérite personnel et connu.

Le devoir des clubs est encore de favoriser les candidatures des travailleurs, afin de déjouer la conspiration du comité central.

Er. AMYOT.

Les candidatures du NATIONAL.

Le National a le projet d'inonder l'Assemblée constituante de ses rédacteurs correspondants et amis ; il compte sur un succès immense : le comité central le lui a promis sur sa liste.

Avant-hier, le bonheur suffoquait le National ; l'excès de sa joie était si grand qu'il ne pouvait plus parler : il se contentait joyeusement d'étendre sur deux pages et demie la proclamation nominale du comité.

Mais hélas ! les joies de ce monde sont éphémères... les jours se suivent et ne se ressemblent pas.

Ce matin le National jette les hauts cris.

Il est donc blessé, le National ?

Oui vraiment, il est blessé au vif.

Une mouche l'a piqué ; et cette mouche c'est, le croiriez-vous ? cette excellente, cette débonnaire feuille de papier qu'on nomme le Siècle.

Les Barrot et les Chambolle de la rue du Croissant ont déclaré la guerre aux écrivains publics de la rue Lepelletier.

Ils leur ont crié, comme nous ; vous êtes des aristocrates déguisés en Républicains !

Ils ont eu raison de parler ainsi, les braves gens du Siècle ; mais en vérité, le motif qui les a poussés n'est guère noble.

Quelques-uns s'imagineront que c'est par intérêt pour le peuple, à qui le comité central veut escamoter ses droits de représentation.

Point du tout.

Ce qui cause la colère du Siècle, c'est ce qui mettait hier le National en allégresse, la camaraderie, l'esprit de coterie.

Les citoyens Odilon-Barrot, Ferdinand-Barrot, Gustave de Beaumont, Alexis de Tocqueville, Chambolle, Louis Perrée, Louis Desnoyers, Alexandre Dumas, Honoré de Balzac et *tutti quanti*, sont très-humiliés d'avoir été mis à l'écart.

Donc ils font tapage ; ils crient à l'injustice, à l'arbitraire.

Quant au peuple, ils n'y songent pas, ils n'en disent mot.

Et cependant, qui donc a fait la révolution ? Est-ce vous, citoyen Barrot, dont la poltronnerie s'est montrée

à jour la veille du banquet par une reculade honteuse ?

Et vous croyez que le peuple votera pour vous ?

Allons donc ! vous faites injure au bon sens populaire par vos illusions.

Le peuple veut pour le représenter des hommes forts et toujours prêts à le défendre.

Il vous avait déjà confié une mission. Vous y avez manqué le 25 février, vous n'êtes plus dignes d'être ses élus.

G. O.

Les candidatures de la DÉMOCRATIE PACIFIQUE.

Après le Siècle et le National, un mot à la Démocratie pacifique.

Nous avons lu sa liste ; car le journal phalanstérien a publié la sienne comme tant d'autres.

Eh bien ! cette liste a été loin de répondre à notre attente. Elle est, selon nous, contradictoire avec les principes de l'école socialiste. Comment ? le journal qui depuis les premiers jours de son existence a pris en main la défense des travailleurs, en demandant sans cesse l'amélioration de leur sort, les oublie presque complètement dans la nomenclature de candidats qu'il présente aux suffrages de Paris et des départements !

Nous pensions que les ouvriers s'y trouveraient en majorité.

C'était une erreur.

La Démocratie pacifique s'est laissée entraîner elle aussi par des considérations mesquines ; elle a songé avant tout à ses rédacteurs, à ses correspondants. Elle s'est composée une assemblée constituante passablement aristocrate, intégralement phalanstérienne, mais très-peu populaire.

Que dirait Fourier, son maître, s'il voyait la liste ?

L'approuverait-il ? Nous ne le pensons pas. Ce n'est point en observant si peu l'Egalité qu'on fera arriver la phase de pleine harmonie sous le monde sublunaire.

G. O.

XII^e Arrondissement.

— CLUB DU BANQUET. — Vu l'importance de nommer à l'Assemblée nationale des citoyens dignes de nous représenter, le Club du Banquet fait savoir à tous les citoyens que ses séances auront lieu sans interruption, les mardi, jeudi et vendredi à sept heures du soir, au local de la rue de Pontoise.

Le Secrétaire,
AMYOT fils.

XII^e LÉGION. — Premier bataillon.

SIXIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Amyot père ; en second, Guillemot.

Lieutenants. — Martin, Dabert, Amyot Ernest, Cortot, Huet, Leclerc.

Sous-lieutenants. — Leguevel Edmond, Beurrier, Baulot, Mercier, Maulon, Chauvot.

Sergent-major, Ansout ; sergent-fourrier, Michelin.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Arrêté du ministre de l'instruction publique et des cultes, relatif au concours d'admission aux places d'élèves du collège de France.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes, sur le rapport du président de la haute commission des études scientifiques et littéraires :

Vu les décrets du gouvernement des 8 mars et 7 avril relatifs à l'établissement d'une école destinée au recrutement des services administratifs, arrête ce qui suit pour les examens d'admission de 1848 :

Art. 1^{er}. Les candidats devront être Français, être âgés de dix-huit ans au moins, au 1^{er} janvier 1848, et de vingt-deux ans au plus à la même époque.

Art. 2. Les candidats seront interrogés sur les questions déterminées par le programme suivant :

Epreuves orales.

Les candidats répondront aux questions ci-après :

Questions de philosophie.

1. Quels avantages peut-on retirer de l'histoire de la philosophie pour la philosophie elle-même ?
2. En combien d'époques générales peut-on diviser l'histoire de la philosophie ?
3. Faire connaître Socrate et le caractère de la révolution philosophique dont il est l'auteur.
4. Faire connaître les principales écoles grecques depuis Socrate jusqu'à la fin de l'école d'Alexandrie.
5. Quelle est la méthode de Bacon ? Donner une analyse du *Novum organum*.
6. Quelle est la méthode de Descartes ? Donner une analyse du *Discours de la Méthode* ?
7. Faire connaître les principales écoles modernes depuis Bacon et Descartes.

Questions d'histoire littéraire.

1. Dans chaque genre, les poètes grecs les plus célèbres.
2. Dans chaque genre, les poètes latins les plus célèbres.
3. Dans chaque genre, les poètes français les plus célèbres.
4. Les orateurs grecs les plus célèbres.
5. Les orateurs latins les plus célèbres.
6. Les orateurs français les plus célèbres.
7. Les principaux historiens grecs.
8. Les principaux historiens latins.
9. Les principaux historiens français.
10. Les principaux moralistes grecs.
11. Les principaux moralistes latins.
12. Les principaux moralistes français.

Explications.

Appréciation critique d'un passage indiqué dans un des ouvrages suivants :

Horace, de Corneille.
Le Misanthrope, de Molière.
Athalie, de Racine.
Fables de La Fontaine, livres I^{er} et II^{es}.
Télémaque, de Fénelon, livres XII^e et XVIII^e.
Grandeur et Décadence des Romains, de Montesquieu.

Préceptes de composition et de style.

- Deux questions tirées au sort parmi les suivantes :
1. De la rhétorique et de ses divisions.
 2. Qu'est-ce que la preuve ?
 3. D'où se doivent tirer les arguments ?
 4. Qu'est-ce qu'un lieu commun ?
 5. Qu'est-ce qu'un syllogisme ?
 6. Qu'est-ce qu'un enthymème ?
 7. Qu'est-ce qu'un dilemme ?
 8. De l'exorde.
 9. De la proposition et de la division dans un discours.
 10. De la narration et de ses qualités.
 11. En quoi la narration oratoire diffère-t-elle de la narration historique.
 12. De la confirmation.
 13. De la réfutation.
 14. Qu'est-ce qu'un sophisme ?
 15. En quoi consiste le sophisme appelé *cerce vicieux* ?
 16. En quoi consiste le sophisme appelé *pétition de principe* ?
 17. Quelles sont les qualités générales du style ?
 18. En quoi consiste la correction du style ?
 19. En quoi consiste la clarté du style ?
 20. En quoi consiste la simplicité du style ?
 21. Qu'est-ce que la précision du style ?
 22. Qu'est-ce que la concision du style ?
 23. Qu'entend-on par style figuré ?
 24. Quels sont les principaux tropes ?

Questions de mathématiques.

Arithmétique complète comprenant l'extraction des racines carrées et cubiques ; les proportions, progressions et logarithmes ; les règles de trois, de société, d'alliage, d'intérêt. On tiendra beaucoup à la pratique du calcul.

Géométrie complète, moins les propositions relatives aux lignes tracées à la surface de la sphère. On insistera sur la mesure des polygones et des polyèdres. On emploiera la méthode des limites pour le passage des polygones au cercle et des polyèdres au cylindre, au cône et à la sphère. On devra être exercé à l'application du calcul numérique à la mesure de ces diverses grandeurs.

Eléments d'algèbre, comprenant les quatre premières opérations : la mise en équation des problèmes, la résolution des équations du premier et du second degré.

ÉPREUVES ÉCRITES.

Langue latine.

Les candidats feront une version latine, choisie comme pour une classe de seconde, dans un intervalle de deux heures.

Histoire de France.

Les candidats feront, dans un espace de deux heures, une rédaction sur une question d'histoire de France, tirée au sort parmi les suivantes :

1. Etat des Gaules sous la domination romaine au quatrième siècle : administration, régime municipal, impôts.
2. Des Francs sous Pépin d'Héristal et Charles Martel.
3. Gouvernement et législation de Charlemagne.
4. Origine et éléments de la féodalité. Etablissement du régime féodal en France.
5. Etat de la France au douzième et au treizième siècle. Résultats des croisades.
6. De la France sous Charles VI.
7. Communes et affranchissements depuis la chute des Capétiens jusqu'à Charles VII inclusivement.
8. Règne de Louis XI.
9. Des sciences, des lettres et des arts en France sous François I^{er}.

10. De la réforme en France.

11. De la France sous Henri III.

12. Règne de Henri IV.

13. Lutte de Richelieu contre les grands, contre les protestants, contre la maison d'Autriche.

14. Troubles et guerre de la Fronde.

15. Guerre de la succession d'Espagne.

16. Du commerce, de la marine et des institutions militaires sous Louis XIV.

17. De la France depuis l'avènement de Louis XV jusqu'au traité de Vienne (1738).

18. Guerre de sept ans. Paix de 1763.

19. Colonie des Français aux Indes et dans l'Amérique, de 1598 à 1784.

20. Convocation des Etats généraux de 1789.

Questions de physique, chimie, histoire naturelle.

Les candidats feront, dans un intervalle de deux heures pour chaque épreuve, une composition écrite sur les matières des cours élémentaires de physique, de chimie et d'histoire naturelle des lycées.

En physique, l'épreuve portera particulièrement sur la mesure des longueurs par les verniers, la vie micrométrique, les cathéomètres, la mesure des poids par la balance, l'hydrostatique, la machine pneumatique, le baromètre, les aérostats, la densité des solides et des liquides.

En chimie, sur la nomenclature, la préparation des gaz simples ; les principes et le rôle de l'air atmosphérique.

En histoire naturelle, sur la division des êtres organisés en deux groupes ; sur l'organisation des végétaux et les divisions principales du règne végétal ; sur la division du règne animal en embranchements, spécialement sur les caractères généraux d'organisation et les divisions de l'embranchement des vertébrés.

Art. 3. Un arrêté particulier déterminera les pièces à produire par les candidats, la forme et l'époque des examens ainsi que les villes dans lesquelles ils auront lieu.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

CARNOT.

Aux maires d'arrondissement.

Citoyen maire,

Je viens appeler toute votre attention sur des faits dont la gravité pourrait, à juste titre, alarmer la population, et dont le caractère de violence rejallirait sur l'autorité elle-même, si après les avoir connus, elle les tolérât.

Déjà, dans plusieurs quartiers de Paris, des locataires mal conseillés par le besoin sans doute, ou s'appuyant à tort sur la gêne momentanée du commerce et sur l'embarras des transactions de tous genres, ont eu le pouvoir d'exiger de leurs propriétaires des quittances définitives de loyer, sans en avoir effectué le paiement.

A ce premier abus se sont joints, dans quelques arrondissements, des actes non moins regrettables : on a voulu, par certains signes extérieurs, désigner à l'attention publique, d'abord les maisons de ceux qui se sont montrés faibles, aujourd'hui les maisons de ceux qui sembleraient vouloir rester forts.

C'est à nous, citoyen maire, c'est à l'autorité municipale, en premier lieu, qu'il appartient de flétrir de tels actes, de condamner de telles faiblesses et de prêter appui moral au bon droit.

Ne pas acquiescer sa dette à jour fixe peut quelquefois devenir une nécessité malheureuse que des circonstances malheureuses justifient ; mais exiger quittance de ce qu'on n'a point payé est toujours un délit que rien ne saurait excuser et que la loi doit poursuivre : ni nous ni le pouvoir judiciaire nous ne manquerons à ce devoir.

Les principes d'égalité et de fraternité qu'a proclamés la République seraient violés le jour où la crainte aurait suffi pour imposer silence au droit. Veillons à ce que ces principes sacrés soient bien compris et courageusement défendus ; à ce qu'ils deviennent non-seulement la force de chacun, mais la sauvegarde de tous.

L'intérêt de la République, c'est l'intérêt du propriétaire aussi bien que celui du commerçant, de l'agriculteur et de l'ouvrier ; car il n'y a plus de classes en France, il n'y a désormais que des citoyens qui ont tous un droit égal à la protection du gouvernement et des lois.

Ces lois punissent tout excès, tout abus, toute violence ; vous les invoquerez au besoin, citoyen maire, la ferme intention du Gouvernement provisoire étant que des actes aussi coupables que ceux que je vous signale soient sans hésitation réprimés.

Vous voudrez bien, en conséquence, prendre toutes les mesures que vous jugerez convenables pour en prévenir le retour ; dans le cas où ils devraient se reproduire, je vous invite à réclamer immédiatement l'intervention de M. le préfet de police, et à saisir l'autorité judiciaire, qui poursuivra sans relâche les auteurs de ces actes déshonorants.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris.

ARMAND MARRAST.

Paris, le 10 avril 1848.

— A la suite de rapports de M. Jeanron, le ministre de l'intérieur a rendu les arrêtés qui suivent :

« 1^{er} Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux sur les inconvénients de la concession, toute de faveur, faite jusqu'ici de certaines salles du Louvre à des personnes étrangères à la responsabilité de la garde et de la conservation des objets d'art ;

« Vu l'urgence de la prompte appropriation de ces salles aux besoins de l'étude et de la curiosité des artistes et du public ;

« A l'avenir, aucune salle appartenant au Musée du Louvre ne sera distraite de sa destination naturelle pour une convenance particulière.

« Les artistes occupant actuellement, à titre de faveur des ateliers dans le Louvre, seront prévenus par la direction des musées nationaux d'avoir à lui en faire la remise dans le délai de six semaines.

« 2^o Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux concernant l'état des inventaires trouvés existant dans les bureaux de l'ex-directeur des musées royaux séant au Louvre ;

« Il lui est ordonné de faire confectionner de nouveaux timbres et estampilles au nom de la République, et d'en frapper les objets qui ne portent aucune marque.

Lettres de Salvandy à Louis-Philippe.

Le deuxième numéro de la *Revue rétrospective*, que publie M. Taschereau, contient plusieurs pièces importantes ou curieuses ; mais il en est trois qui, à notre avis, sont particulièrement dignes d'attention. Ce sont trois lettres adressées à Louis-Philippe par M. Salvandy, alors ministre de l'instruction publique. Nous croirions en vérité manquer à nos lecteurs, si nous les privions du plaisir d'apprécier par eux-mêmes le style épistolaire de cet académicien. Ce n'est ni le style de Voltaire, ni celui de Mme de Sévigné, dont le talent consistait à traiter simplement les sujets les plus graves. L'auteur d'*Alonso* s'y prend tout au rebours, et c'est bien naturel. L'enthousiasme que lui inspire son roi lui porte à la tête. A tout propos il s'échauffe, il s'exalte, et, même pour demander la permission de s'absenter pendant trois jours, il est pompeux, magnifique, sublime ! voyez plutôt.

AU ROI.

« Sire,

« Je suis mille fois de l'avis du roi ; j'en ai toujours été. Dès le premier jour, je pensais comme aujourd'hui. Il y a maintenant des raisons de plus. Je ne puis douter qu'elles ne soient senties. J'en suis sûr, puisque la parole du roi les fera valoir.

« Je suis aux pieds du roi fidèlement et respectueusement.

« Paris, le 9 septembre.

SALVANDY.

AU ROI.

« Sire,

« J'ai l'honneur de remettre au roi le *Standard*. On ne peut avoir des idées plus saines. Il est vrai qu'on ne peut s'inspirer à de meilleures sources. Je présume que ce qui a empêché les *Débats* de le transcrire, c'est la pensée que les hypothèses qu'il discute, les possibilités de guerre qu'il pèse, sèmeraient l'inquiétude, et je penche pour cette opinion. Je craindrais qu'il n'inquiétât l'opinion et la place. Votre Majesté en jugera dans son invariable sagesse.

« M. Guizot, sire, ne devant pas être prêt avant vendredi, je demande au roi la permission d'aller m'ensevelir dans les dossiers (à Graveron, près la Commanderie, Eure) pendant ces trois jours. Un signe du roi me rappellerait en dix heures.

« Mon départ prouve au roi combien j'ai complète sécurité. Le roi a fait toutes les choses impossibles aux pouvoirs antérieurs : l'œuvre de la révolution sans désordres et sans excès ; — l'œuvre de Napoléon sans despotisme et sans conquêtes ; — l'œuvre de la restauration, à bien des égards, sans soulèvement et sans impopularité. Il recommencera l'œuvre de Louis XIV sans guerre de la succession.

« Je mets au pied du roi mon admiration, mon respect et ma fidélité.

« Paris, 28, 6 h. du soir.

SALVANDY.

AU ROI.

« Sire,

« L'archevêque Mékitariste, que votre majesté a daigné décorer, et qui vient d'établir une maison à Paris, part lundi pour Venise et l'Orient avec le regret de n'avoir osé prétendre à l'honneur de mettre ses hommages, profondément sentis, aux pieds du roi. Il parle très-bien français ; il est très-dévot. Que juge votre majesté de cette situation ? Je ne fais pas une demande au roi : il n'y a ici qu'un intérêt, celui de son service. Et qui en serait aussi bon juge que le roi ?

« J'ose faire une demande au roi au sujet de M. Leverrier, l'admirable inventeur des planètes, dont le cœur fond de joie et de reconnaissance sur cette croix d'officier, qui a produit, sire, le meilleur effet dans le public. Votre majesté a appris l'ambition à ce jeune savant. Il a celle d'être admis à l'honneur de mettre aux pieds du roi sa reconnaissance et sa confusion de vos bontés. Il y a si peu de mathématiciens et de géomètres pensant si bien, que je supplie le roi de consentir à le voir, ou le matin, ou le soir, ou à présent, ou plus tard. Votre majesté s'enchaînera une conquête vraiment digne d'Elle.

« Je suis avec respect, sire, de votre majesté, le très-humble et très-obéissant serviteur et fidèle sujet.

« Paris, le 8 octobre.

SALVANDY.

Garde mobile.

Nous aurions désiré être en mesure dès aujourd'hui de donner à nos lecteurs des renseignements précis sur l'état où se trouve l'organisation, l'armement, l'équipement de la garde nationale mobile. C'est un objet dont chacun apprécie la haute importance. Mais nous n'avons pu recueillir encore cette multitude de documents que nous avons pris à tâche de réunir pour édifier complètement sur l'état où se trouve cette institution naissante et qui a déjà réussi à rendre de grands et de nombreux services en prévenant par son attitude calme et digne bien au-delà de ce qu'on avait cru devoir attendre, les collisions, les attentats contre les propriétés et les personnes, en un mot, les événements déplorables dont le nombre, à aucune époque, n'a jamais été plus restreint. Sous peu de jours nous comptons bien donner un article plus étendu, pour la rédaction duquel nous prions MM. les chefs de

de faveur
a direction
ise dans l
sées natio
stant dan
séant a
nouveaux
d'en frap
ippe.
que publi
les ou cu
particu
dressées à
l'instruc
à nos lec
par eux
n'est ni le
t le talent
ives. L'au
oien natu
à la tête.
pour de
urs, il est
jours été.
ui. Il y a
qu'elles ne
bi les fera
eusement.
ANDY.
d. On ne
ne peut
ce qui a
é que les
qu'il pèse,
pinion. Je
e Majesté
vendredi,
r dans les
pendant
heures.
te sécu
pouvoirs
s et sans
sans con
ards, sans
à l'œuvre
respect et
ANDY. »
a daigné
part lund
é préten
sent sen
est très-
Je ne fais
celui de
roi?
everrier,
ad de joie
produit,
a appris
à l'hon
sa con
ens et de
consentir
plus tard.
nt digne
rés-hum
Y. »
l'hui de
ur l'état
nt de la
apprécie
r encore
à tâche
e trouve
ndre de
attitude
voir at-
es et les
dont le
nt. Sous
le plus
chefs de

corps de vouloir nous prêter leur aide. Nous dirons à quel degré sont arrivés comparativement chacun des bataillons et chacune des compagnies ; à quel point leur instruction militaire se trouve arrivée ; quels services chaque corps en particulier a pu trouver l'occasion de rendre au pays ; quelles réclamations ou pétitions se font les plus pressantes, et quels motifs nous aurions au point de vue de l'intérêt général et bien entendu du pays, de les accueillir ou d'en conseiller la modification ; en un mot, nous voulons étudier, élaborer avec conscience et dévouement la question des intérêts de la garde mobile. Dans cette entreprise qui n'est pas sans difficulté, nous espérons rencontrer aide et sympathie chez tous les membres de cette nouvelle milice, et surtout nous comptons sur la bienveillance de MM. les officiers et sous-officiers qui, par leur position, sont appelés à traiter à chaque instant d'intérêts généraux à combiner des idées plus généralisées.

Dès aujourd'hui cependant, nous pouvons affirmer que les élections, presque partout terminées, offrent des résultats qui sont la preuve la plus complète de l'excellent esprit de la garde mobile. Nulle part la brigade ni la corruption n'ont réussi à vicier un point de ce corps. Eclat sous le soleil des barricades, il devait, en effet, être exempt par l'esprit et par le ton général de cette immonde infirmité qui fit tomber l'ordre défunt sous le mépris général. Honneur donc à l'intelligent désintéressement des hommes qui sont accourus sortant tout noirs des barricades, n'ayant pour la plupart de vêtement que les armes prises sur les pauvres esclaves de celui qu'on nommera peut-être le premier des derniers rois ; qui se sont portés individuellement sur tous les points où le danger se montrait plus pressant et qui marchaient isolément ; qui sont venus se ranger sous la bannière de l'ordre dès que l'ordre eut commencé de s'établir ; honneur à ceux-là qui, ayant peu à gagner mais à perdre matériellement à la prolongation du trouble, se sont empressés d'offrir leurs bras et l'influence de leur énergie concours pour réprimer, pour prévenir tout désordre ; qui ont, avec un discernement justifiant cet ancien adage : « La voix du peuple est la voix de Dieu, » choisi pour les conduire, non des gens aux antécédents douteux, aux inclinations favorables, aux revirements politiques anti-sociaux, mais des hommes que l'éducation et les habitudes honorables recommandaient dans toutes les sociétés jouissant du calme ou tendant sérieusement à les retrouver.

On parle du départ plus ou moins rapproché de la Garde mobile pour la défense des frontières, mais franchement, nous n'y croyons pas. Son éducation militaire est loin d'être faite, son armement est à peine commencé, et son habillement demande encore au moins une quinzaine de jours, si ce n'est un mois ; mais nous comptons fermement que malgré ces lacunes, que le gouvernement et le brave général Duvivier mettent toutes leurs forces à faire disparaître au plus vite, on peut demander à la garde mobile tel service qui sera nécessaire. Elle est prête, complètement prête à marcher s'il se présente un ennemi quelconque de la République.

Il ne faut nullement inférer de ce que un ou deux bataillons ont eu à purger leurs rangs de quatre ou cinq brutes qui s'y étaient fait recevoir par surprise ; au contraire, ce calme qui a présidé aux exécutions, très-pacifiques du reste, de ces malheureux, témoigne de la dignité de la garde mobile tout entière. Nous avons vu une de ces exclusions : le bataillon sous les armes a vu passer sans pousser un cri, sans lancer même une de ces boutades si spirituelles dont les enfants de Paris ont seuls le secret, les patients que deux hommes conduisaient ignominieusement à la porte du quartier. C'était beau, cet acte de justice populaire, c'était une scène qui rappelait celle de 1830 et celle du 25 février, où l'on conduisait ces exploiters d'hommes, qu'on nommait l'ex-roi Charles X et l'ex-roi Louis-Philippe hors des murs, non pas avec respect, mais avec pitié.

Plusieurs bataillons qui avaient reçu de Vincennes des fusils à silex, étaient avant-hier et hier en marche pour les échanger contre des armes à percussion, ce qui prouve que malgré les difficultés du moment, leur capacité est reconnue suffisante, et que l'on compte sur eux, comme ils le méritent. Sous deux ou trois jours, les vingt-quatre bataillons probablement seront complètement armés. Espérons que l'habillement ne tardera pas à suivre.

A bientôt un second article plus complet.

L. ROUCHER.

Révolution Européenne.

MANIFESTATION CHARTISTE.

La procession des chartistes s'est réduite à une simple parade. M. Feargus O'Connor a joué en cette circonstance le rôle de M. Odilon-Barrot dans l'affaire du banquet. Il a engagé les chartistes à renoncer à leur démonstration, et il a été obéi. En voici le compte rendu, d'après le Standard :

« Un peu avant onze heures, un certain nombre de chartistes sont arrivés de Hackney et autres endroits ; précédés de la musique. Ils se sont rangés avec ordre. Peu après onze heures, on a vu des députations portant drapeaux et bannières sur lesquelles on lisait des inscriptions, telles que celles-ci : *Nous sommes nés libres, et nos droits sont égaux. — Tout homme vient de Dieu. — Dieu a départi à tous la même intelligence et les mêmes droits. — Pouvons-nous manquer de courage pour donner force à nos droits ?* etc., etc. Deux caravanes appartenant à la *National Land Company*, chacune traînée par six chevaux, sont arrivées à midi un quart. Le premier char contenait la pétition monstre, ainsi que des hommes et des femmes portant des rubans tricolores. Dans le deuxième char se trouvaient MM. Feargus O'Connor, Grath, Ernest Jones, Reynolds et les autres membres de la Convention chartiste. Sur les flancs du char étaient écrits ces mots : *« Représentants du Peuple. »* Il y avait en outre une voiture couverte sur laquelle étaient inscrits en grandes lettres sur une étoffe de soie de diverses couleurs, les six points principaux de la Charte du peuple.

Les délégués ont été accueillis par les acclamations de l'immense foule rassemblée sur le vaste terrain. Des drapeaux

portaient cette inscription : *Les classes inférieures sont la grande source de la richesse. La force est dans l'intelligence. En avant, et nous avons la victoire !* La procession des délégués, en arrivant, a pris un détour, et les chars se sont ensuite arrêtés en face de Horns-Tavern. Alors MM. Feargus O'Connor, Reynolds et autres délégués chartistes ont longtemps parlé au milieu du bruit. Tout ce qu'on a pu saisir, c'est que les orateurs recommandaient qu'il n'y eût pas de désordre et que la paix publique ne fût pas troublée. Enfin, peu après midi, l'avis suivant a été affiché : *« Avis. Le passage des ponts est interdit à toute procession accompagnant la pétition. »* Cet avis a été déchiré. L'inspecteur Penny a échangé quelques paroles avec M. F. O'Connor, et celui-ci s'est adressé à la foule, et l'a engagée à se disperser tranquillement parce que le gouvernement était prêt à s'opposer à toute procession qui passerait les ponts ; la persistance ferait répandre inutilement le sang, puisque le peuple n'étant pas armé ne pouvait offrir aucune résistance. Pour lui, il avait pris avec les membres du gouvernement, qui l'avaient fort bien reçu, engagement qu'on imiterait pas. Il suffisait aux chartistes d'avoir montré leur force morale ; des délégués pouvaient transmettre maintenant la pétition à la chambre sans que la manifestation en fût amoindrie. D'autres membres de la Convention, à ce que l'on assure, ont été de cet avis, et la proposition a été adoptée.

M. Feargus et quelques-uns des principaux délégués se sont éloignés, et la foule s'est dispersée en très-grande partie. Cependant, quelques centaines d'individus fort déçus ont montré une certaine répugnance à se soumettre à l'avis qui leur était donné. Ils se plaignaient d'avoir été bernés deux fois et se promettaient bien que ce serait la dernière. Ils accusaient leurs chefs de les avoir trompés.

Enfin, drapeaux et bannières ont été empaquetés et tous les préparatifs de la grande exhibition ont été abandonnés. La pétition monstre a été assez irrévérencieusement retirée du char de l'Assemblée nationale pour être portée dans trois petites carrioles à la chambre des communes. Les soldats qui étaient aux environs n'ont pas eu à se montrer. Ainsi s'est terminée la grande démonstration chartiste qui, ces jours derniers, a tenu toute la métropole dans une si grande perplexité.

Au milieu de la procession, il y avait un drapeau tricolore portant cette inscription : *Si nous le voulons, nous pouvons être libres* ; venait ensuite un drapeau portant la devise de la République Française : *Liberté, Egalité, Fraternité*, et au-dessous : *Qu'est-ce que la vie sans la liberté ? Toute la charte et point de concession*. Quand on a aperçu les confédérés irlandais avec leur bannière verte portant une harpe au milieu, les cris de *Enn go Bragh et la République pour toujours*, ont retenti.

La pétition nationale apportée dans des voitures a été traînée dans la chambre des communes et déposée sur le parquet au pied du bureau avant que le président n'ait occupé le fauteuil, par M. Feargus O'Connor, assisté de deux personnes.

M. FEARGUS O'CONNOR s'est exprimé ainsi au milieu du profond silence : Monsieur le président, je viens présenter une pétition signée par 5,760,000 personnes, et une autre pétition revêtue de 100,000 signatures qui ne figurent pas sur la grande pétition. Les pétitionnaires demandent les parlements annuels, le suffrage universel, le vote au scrutin, l'égalité des districts électoraux, la suppression de la clause de la propriété comme donnant exclusivement droit au suffrage, et le paiement des membres de la chambre.

Le clerc donne lecture de la pétition ; lord Morpeth se lève au bruit des applaudissements de l'assemblée : Mon très-honorable ami le secrétaire d'Etat au département de l'intérieur se trouverait ici sans les grandes et nombreuses occupations que lui imposent ses autres fonctions ; mais je dois déclarer en son absence que, quelle que puisse être son opinion sur les sentiments contenus dans cette pétition, il ne veut pas être réputé, à raison de son absence, manquer au respect auquel a droit, sans aucun doute, une pétition couverte de tant de signatures.

M. LUSINGTON. Vendredi prochain, je demanderai au noble lord John Russell s'il se propose de présenter, pendant la présente session, quelque mesure dans le sens de la pétition.

M. TROMPSON. Lorsque l'on proposera la deuxième lecture du bill pour la protection de la cour et du gouvernement, je demanderai le renvoi de la deuxième lecture à six mois.

M. SMITH O'BRIEN. Je viens donner à la Chambre l'assurance que la tentative faite au moyen de ce bill pour imposer silence à la nation entière sera complètement inutile. On ne fait pas taire tout un peuple. (Murmures.) J'ai à remplir un devoir, je suis ici pour ça, et je le remplirai, et je viens vous déclarer que, si vous ne concédez pas les droits réclamés par le peuple irlandais, dans le courant de la présente année, vous verrez une république établie en Irlande ! (Marque de surprise — Cris : oh ! oh ! à la question.)

(Le procureur-général s'est rapproché de sir G. Grey et de lord J. Russell, avec qui il échange quelques mots très-animés.)

Oui, je le proclame hautement, mieux vaudrait la mort la plus ignominieuse que de voir l'Irlande plus longtemps soumise au traitement que je lui vois infliger depuis trente ans. Je n'ai pas été en France chercher assistance ; mais, si je l'avais voulu, je pouvais revenir escorté d'un bon corps de troupes. (Rires.) J'aurais voulu voir ceux qui rient, en France quand j'y étais. (Rires.) Je le sais, l'Irlande ne doit reconquérir sa liberté que par le courage de ses enfants, et ne la payer que de leur sang. J'ai été en France, à la demande d'un grand nombre de mes compatriotes, féliciter le Gouvernement provisoire à l'occasion de la chute récente d'un trône qui avait perdu tout droit au respect du peuple.

En France, j'ai rencontré, ce qui n'est un secret pour personne, une vive sympathie pour l'Irlande. Tous les hommes éclairés du monde civilisé regardent l'Irlande du même oeil que l'Angleterre voit la Pologne, et tous les hommes éclairés de l'Europe trouvent que l'Angleterre, vis-à-vis de l'Irlande, est dans la même position que la Russie vis-à-vis de la Pologne. (Ecoutez.) Je rends grâce à l'honorable M. F. O'Connor de la sympathie manifestée par les chartistes pour les

Irlandais ; les chartistes ont à se plaindre du parlement britannique, leur sympathie ne m'a pas surpris ; et de grand cœur, je l'accepte au nom de l'Irlande. (Ecoutez.) J'ajoute que j'ai contribué à décider l'Irlande à s'armer. (Sensation. Cris à la question.) Dans les circonstances où se trouve placée l'Europe, il faut que tout homme soit armé. (Oh ! oh !) Le gouvernement lui-même ne compte-t-il pas son armée, une force effective de 30,000 hommes, et vous pensez que ce serait là une force suffisante pour comprimer, arrêter, étouffer l'élan de tout un peuple courant à la conquête de la liberté ?

Quel l'Angleterre prenne garde de se trouver isolée dans une lutte ; qu'elle y songe, sa position serait critique entre deux républiques indépendantes pressant chacune de ses flancs ! (Ecoutez !) Et, pour finir comme j'ai commencé, je déclare franchement que, s'il y a un traître dans tout ceci, ce n'est pas moi. Si le gouvernement refuse à l'Irlande le droit de se gouverner elle-même ; s'il joue ici le rôle que Guizot et Metternich ont joué chez eux, c'est lui et ses collègues qui seront des traîtres, et non pas moi et mes amis. (Un vif mécontentement règne dans la salle au moment où l'orateur s'assied.)

SIR G. GREY. Après la longue absence de l'honorable membre de cette enceinte, lorsque je l'ai vu se lever, j'imaginai qu'il allait repousser avec indignation des imputations de déloyauté, et qu'il apporterait dans cette répudiation cette verve chaleureuse qui caractérise ses harangues partout ailleurs qu'ici. (Rires et applaudissements.) Je m'attendais qu'il allait repousser loin de lui ces imputations, sinon en vertu de sentiments meilleurs, du moins en vertu du serment de fidélité par lui prêté diverses fois à la souveraineté de ce royaume. (Applaudissements.) Aussi ça n'a pas été seulement avec surprise, mais encore avec peine et regret, sentiment partagé, j'ose le dire, par tous les honorables membres de la chambre (applaudissements), que je viens de l'entendre avec l'audace qui a caractérisé ses paroles hors de cette enceinte, accuser mon noble ami, défenseur de la constitution, l'accuser de ce dont il est lui-même accusé, du crime de trahison. (Applaudissements.)

La séance continuait au départ du courrier.

— ITALIE. — LOMBARDIE. — Il n'y a pas encore d'engagement entre les deux armées. Voici le dernier bulletin publié le 6 avril, à Milan, par le gouvernement provisoire : « La province de Brescia est entièrement évacuée. Les Autrichiens se sont retirés sur la rive gauche du Mincio, toujours suivis par un corps d'Italiens et de Suisses réunis. Une correspondance raconte qu'un détachement de ces derniers, placés à Saint-Pancrace, sur une petite hauteur, a tué à l'état-major ennemi un grand nombre d'officiers.

« L'avant-garde des régiments italiens Alberto et Ceccopieri, qui pour n'être pas fraticides ont abandonné à Crémone le drapeau sanglant de l'autriche, est en route suivie d'une grande quantité d'armes et de munitions.

« Deux cents étudiants de l'Université de Turin sont arrivés hier à Pavie, et en sont repartis pour Crémone.

« On porte à 50,000 le nombre des soldats qui forment le centre de l'armée commandée par Charles-Albert, et l'aile droite qui manœuvre le long du Po, entre Parme et Plaisance. Ce corps d'armée est accompagné de 100 pièces d'artillerie. Il sera renforcé par les milices qu'on attend de tous les points de l'Italie, et par les hommes partis, à ce qu'il paraît, de la Toscane.

« Les Autrichiens, pour arrêter les troupes qui les suivent, font sauter tous les ponts.

« Des lettres de Garguano, sur le Salò, annoncent que les dernières colonnes ennemies sont parties, le 4 au matin, de Desenzano pour Vérone.

« De Bergame à Brescia, quelques négociants se sont entendus pour établir un service d'estafette qui les tient au courant des événements. »

Par un décret du 6 avril, le gouvernement de Milan déclare que tous les biens, meubles et immeubles possédés avant le 18 mars, sur le territoire lombard, par la famille impériale d'Autriche, sont mis sous le sequestre.

PAVIE. — Ou écrit de Pavie, le 2 avril, à la Patria de Florence : « A ce moment, un escadron de cavalerie piémontaise, de la brigade Royal-Piémont, part pour aller occuper Plaisance, qui a demandé la protection de Charles-Albert. L'enthousiasme de cette ville est extraordinaire ; la tenue des Piémontais est magnifique. »

MANIFESTE DU PAPE PIE IX AUX PEUPLES D'ITALIE.

Le pape Pie IX, aux peuples de l'Italie, salut et bénédiction apostolique.

« Les événements qui depuis deux mois se succèdent et s'accumulent avec une si grande rapidité ne sont pas une œuvre humaine. Malheur à qui dans cette tempête, par laquelle sont agités, arrachés et mis en pièces, les cédres et les roseaux, n'entend pas la voix du Seigneur !

« Malheur à l'orgueil humain, s'il rapporte à la faute ou au mérite de quelques hommes ces changements merveilleux, au lieu d'adorer les secrets desseins de la Providence, soit qu'ils se manifestent dans les voies de la justice ou dans les voies de la miséricorde : de cette Providence dans les mains de laquelle sont toutes les extrémités de la terre. Et nous, à qui la parole est donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons pas garder le silence devant les désirs, des craintes, des espérances qui agitent les âmes de nos enfants.

« Et d'abord, nous devons vous dire si notre cœur a été ému en apprenant comment, dans une partie de l'Italie, par les efforts de la religion, ont été prévenus de grands malheurs, et comment, par les actes de la charité, s'est révélée la noblesse des âmes. Nous ne pouvons pas cependant, ni ne pourrions jamais ne pas être profondément affligé (attemente dolenti) des offenses faites en d'autres lieux aux ministres de cette religion même. Et quand bien même, manquant à notre devoir, nous nous taisions sur ces faits, notre silence ne pourrait pas faire qu'ils ne diminuassent l'efficacité de nos bénédictions.

« Nous ne pouvons pas non plus nous dispenser de vous dire que bien user de la victoire est plus grand et plus difficile que de vaincre. Si le temps présent vous rappelle une autre époque de votre histoire, que du moins les fautes des aïeux soient utiles à leurs descendants. Rappelez-vous que toute stabilité et toute prospérité a pour première raison civile la concorde; que Dieu seul est celui qui rend unanimes les habitants d'une même maison; que Dieu n'accorde ce don qu'à l'humilité, à la mansuétude, qu'à ceux qui respectent ses lois dans la liberté de son Eglise, dans l'ordre de la société, dans la charité envers tous les hommes. Rappelez-vous que la justice seule édifie; que les passions détruisent, et que celui qui prend le nom de Roi des rois s'appelle aussi lui-même le Dominateur des Peuples.

« Puissent nos prières monter devant le Seigneur et faire descendre sur vous cet esprit de conseil, de force et de sagesse, dont la crainte de Dieu est le principe, afin que nos yeux voient la paix sur toute la terre d'Italie! Si dans notre charité universelle pour tout le monde catholique nous ne pouvons pas l'appeler la plus aimée, Dieu a voulu pourtant qu'elle fût plus près de nous que toute autre.

« Donné à Rome, près Santa-Marie-Majeure, le 30 mars 1848, la seconde année de son pontificat.

« LE PAPE PIE IX. »

ESPAGNE. — L'espèce d'émeute qui avait troublé l'université de Madrid, a fini par l'arrestation de dix-sept étudiants qu'on a envoyés dans le château fort de Ségovie, sans préjudice des peines universitaires qu'ils peuvent avoir encourues.

Le chef de police Ridondo, blessé pendant l'insurrection du 18 mars, est mort des suites de ses blessures.

Les journaux du 6 sont sans intérêt.

Faits Divers.

— On sait que l'ancienne prison pour dettes de la rue de Clichy est transformée en ateliers nationaux pour les tailleurs. Cinq à six cents ouvriers y travaillent tous les jours. Ils sont en ce moment occupés à confectionner l'uniforme de la garde mobile. Ce matin, plusieurs compagnies de cette garde envahissaient les cours de l'établissement; les hommes venaient prendre mesure de la tunique et du pantalon qu'on doit fournir à chacun d'eux.

— Des provocations au désordre et attentatoires à la liberté des propriétaires ont encore eu lieu dans la soirée d'hier, rue Saint-Germain-l'Auxerrois. Des locataires d'une maison de cette rue n'ayant pu obtenir du propriétaire quittance du terme sans paiement, ont arboré à leurs fenêtres des drapeaux noirs. Ces emblèmes sinistres n'ont pas tardé à produire l'effet qu'on en attendait: les passants se sont arrêtés; les voisins et surtout les voisines sont accourus, et bientôt la rue s'est trouvée obstruée par une foule de personnes au milieu desquelles il s'en trouvait quelques-unes qui proféraient des menaces contre le propriétaire. Nous sommes heureux de pouvoir constater que celles-ci étaient en très-petit nombre; l'immense majorité des citoyens composant le rassemblement blâmait hautement et énergiquement cette démonstration.

Pendant que ceci se passait au-dehors, des locataires égarés se disposaient à l'intérieur, disait-on, à brûler le propriétaire en effigie. La garde nationale du poste voisin, instruite de ces faits, se rendit en toute hâte sur les lieux, dispersa les rassemblements, et, après avoir ramené à la raison les locataires, elle leur fit enlever les emblèmes sinistres qu'ils n'avaient placés que dans un moment d'erreur. D'autres faits de la même nature s'étaient également passés, dans le courant de la journée, rue Saint-Lazare. Tout fait espérer que la dernière circulaire du maire de Paris concernant les propriétaires et locataires va mettre un terme à des actes coupables qui, s'ils étaient longtemps tolérés, finiraient par compromettre la première devise de la République, la Liberté.

— L'Assemblée constituante de 1848 s'ouvrira le 4 mai. C'est le 5 mai 1789 qu'a eu lieu l'ouverture des Etats-généraux de la première Assemblée constituante. Il y aura en 59 ans, jour pour jour, d'intervalle entre l'Assemblée qui a commencé la révolution et celle qui doit la finir.

— On n'a reçu à Paris aucune nouvelle directe du théâtre de la guerre en Italie. Un journal de Lyon, en date du 7, annonce seulement que, la veille, on parlait à Chambéry d'une affaire qui aurait eu lieu près de Lodi, et dans laquelle le roi Charles-Albert aurait, à la tête de 10,000 hommes, mis en déroute un corps de 15,000 Autrichiens en lui faisant 5,000 prisonniers.

— Les citoyens admis à faire partie des 1^{re} et 2^{es} batteries d'artillerie de la garde nationale de la Seine, ont été admis ce matin à l'état-major de la garde nationale. L'objet de cette réunion était de donner connaissance aux artilleurs du règlement arrêté par la commission qui a été chargée de préparer l'organisation du corps et de recevoir leur adhésion.

Ce règlement, rédigé par MM. Michel, capitaine d'artillerie, et Maillard, a été accueilli avec une satisfaction unanime

par les citoyens présents. Les artilleurs des autres arrondissements vont être successivement convoqués.

La légion se compose de 1,669 citoyens, répartis dans douze batteries. Le parc d'artillerie sera situé dans le couvent du Temple. Chaque batterie est composée de 4 pièces.

Les artilleurs vont avoir à élire 1 colonel, 1 lieutenant-colonel, 6 chefs d'escadron commandant chacun 2 batteries; 12 capitaines en premier, 12 capitaines en second, 12 lieutenants en premier, 12 lieutenants en second, et un nombre relatif de majors, capitaines adjutants-majors et capitaines d'état-major, et un porte-drapeau; enfin un nombre proportionné de sous-officiers et de brigadiers. En dehors de ce personnel, il y aura 24 canonniers par pièce.

Les exercices auront lieu pendant la garde, deux heures y seront employées: une le matin, l'autre le soir.

— Les 23 et 24 Février, il a été élevé dans Paris 1,312 barricades presque entièrement concentrées entre la Cité, la Madeleine, la barrière des Martyrs, le canal Saint-Martin sur la rive droite, et autour de la Cité sur la rive gauche; elles s'étendaient en outre dans toutes les rues conduisant aux barrières.

On a calculé que chaque barricade a employé, en moyenne, 845 pavés; de sorte que le peuple a arraché en quelques heures, 1,277, 640 pavés.

On a en outre renversé 4,013 arbres; on a brisé ou endommagé 3,704 appareils d'éclairage, savoir: 227 candélabres, 11 consoles, 890 lanternes brisées, et 2,576 lanternes dont les verres ont été cassés.

Enfin on a brûlé ou détruit 53 corps-de-garde, 71 bureaux de surveillants des voitures de place, 41 bureaux d'octroi, 41 guérites, 104 colonnes d'affichage, 292 bancs; total: 603.

Dans ce calcul, ne sont pas comprises les grilles qui ont été arrachées pour faire des armes ou compléter des barricades, comme à la Bourse, à l'Assomption, au ministère de la marine, à Notre-Dame-de-Lorette, etc.

(La Vraie République.)

— On s'attend que le décret autorisant la banque de France à émettre les billets de 50 fr. paraîtra ces jours-ci, et comme ces petites coupures sont toutes prêtes, elles pourraient être émises à la fin de cette semaine. Quant aux billets de 20 fr., dont il a été question dans les journaux, leur émission est probable, mais elle n'est pas encore définitivement arrêtée. Elle n'aurait lieu, dans tous les cas, que plus tard, quand on aurait pu apprécier l'effet de la création des coupures de 50 fr.

Bons Patriotiques.

Les citoyens carriers, ouvriers et ouvrières des ateliers de conservation du mobilier national, et les ouvriers détachés dans les palais nationaux ont versé la somme de 503 fr. 50 c.

— Les employés de l'Union, compagnie d'assurance contre l'incendie et sur la vie, 173 fr. 50 c. comme versement de mars.

— La chambre des avoués de 1^{re} instance de la Seine, la somme de 5,000 fr.

— Les citoyens garçons marchands de fer, hommes de journée, et commis de magasin, 386 fr., une journée de travail.

— Les patrons et ouvriers de la typographie du citoyen Napoléon Chaix, la somme de 406 fr.

— Les citoyens ouvriers carriers du souterrain de Charenton, 288 fr. 10 c.

— Les employés, facteurs et garçons de bureaux des Messageries nationales, une journée de traitement, 569 fr. 50 c.

— Les citoyens ouvriers du chantier de l'Hôpital de la République, la somme de 800 fr.

— Les piqueurs de grès du dépôt de la 1^{re} division du pavé de Paris, 116 francs.

— Les piqueurs de grès du dépôt de la 2^e division du pavé de Paris, 28 francs.

— La supérieure de la maison Sainte-Clothilde, rue de Reuilly, faubourg Saint-Antoine, 500 francs.

— Les instituteurs et institutrices du département de la Seine, un cinquième du fonds de secours en caisse, 500 fr.

— Les citoyens bimbelotiers ambulants, composés de 218 membres, 327 fr. 75 c.

— Les demoiselles du faubourg Saint-Antoine, en députation, 1250 fr. 15 c.

— Les ouvriers du citoyen Thomas, peintre de l'administration du chemin de fer de Paris à Rouen.

— Les officiers du 7^e bataillon de la garde nationale mobile, 120 francs.

— Il ne se passe guère une heure sans que la commission centrale des dons et offrandes à la patrie, ne reçoive quelque grande députation de travailleurs qui apportent avec amour leur offrande patriotique. Les employés des chemins de fer, les ouvriers carriers, maçons, etc., les jeunes filles du fau-

bourg Saint-Antoine, les corporations de toutes sortes font d'éclatants sacrifices avec le dévouement des cœurs chauds et l'intelligence véritable des circonstances présentes. On ne s'étonne pas de voir tant de vertus et de générosité dans le peuple laborieux et simple; un si bel exemple entraînera bientôt d'autres classes de la société auxquelles la pratique de ces vertus est plus facile.

Le citoyen Eugène Pottier, ouvrier, adresse des strophes à la commission des dons et offrandes. Nous citons la première:

Voici la quête universelle,
Pour la France, s'il vous plaît!
Qu'étons, frères! qu'étons pour celle
Qui nous a nourris de son lait
Les refus sont des banqueroutes;
Si peu que ce soit, donnons tous!
Les océans sont faits de gouttes,
Les milliards sont faits de gros sous!
Aux jours de crise amère
Le Français dit: ma mère!
Prends mon sang, prends mon or,
Prends, mère, prends encor.

— Le club de l'Homme armé, sur la proposition du citoyen Gréange, vient de décider:

Qu'un tronc destiné à recevoir les dons patriotiques sera établi d'une manière permanente au club de l'Homme armé.

Le citoyen Gréange met à la disposition du président six cuillères en argent, comme première offrande à la Patrie.

— Le citoyen A. Davia offre à la République un porte-huilière en argent qu'il a remis au citoyen Lecureux, commissaire du gouvernement dans la Marne.

Variétés.

LA GARDE MOBILE.

Quand par vos bras aux barricades
La liberté se défendait,
Tout Paris, vaillants camarades,
Avec amour vous regardait.

Ivres de poudre et de colère,
A la mort sans peur nous volions,
Et sous la blouse populaire
Bondissaient des cœurs de lions.

Plus d'un blond visage qu'on pleure
Eut par la balle ensanglanté.
Le héros mourut de bonne heure
Au soleil de la liberté.

Séchons nos pleurs comme des hommes;
Ils sont morts, ces nobles enfants.
Leur sang nous fit ce que nous sommes:
Républicains et triomphants.

La royauté fuit comme un rêve.
Adieu, princes, pairs et valets!
Tel qu'une mer qui se soulève,
Le peuple inonde ses palais.

Puis voyez, c'est l'Europe antique
Qui s'agit et brise ses fers;
C'est l'astre de la République
Qui respire sur l'univers.

Salut, République! nos frères
Ne furent que les précurseurs.
Nous serons, en ces jours prospères,
Tes invincibles défenseurs.

Là bas, l'ours du nord déjà grogne;
Mais la Garde mobile est là,
Peuples, laissez-lui la besogne
De museler cet Attila.

Vous riez, ô rois diplomates!
De nos bataillons en lambeaux.
Vous n'avez que des automates,
Un peuple libre a des héros.

Quand la Pologne ranimée
Sort de la tombe et nous attend,
Courons tous au front de l'armée,
Vaincre ou mourir en combattant!

BAZALGETTE,
Ex-sergent-major du 52^e de ligne.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Duressois, 55, quai des Augustins.

Changement de domicile. — Réduction de prix.

CRIN, LIMONADIER

Transfère son établissement du N. 18 de la PLACE MAUBERT, à côté, au N. 13 de la RUE GALANDE.

Le citoyen CRIN, comprenant que les prix de consommation des Cafés sont loin d'être à la portée des travailleurs, surtout dans un quartier peu riche, réduit les prix de son établissement.